



Conseil de sécurité

Distr. générale
17 juillet 2019
Français
Original : anglais

Application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité au cours de la période allant du 18 février au 24 juin 2019

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. On trouvera dans le présent rapport un bilan détaillé de l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité, depuis mon dernier rapport daté du 14 mars 2019 (S/2019/237), ainsi que de dispositions précises des résolutions 2373 (2017) et 2433 (2018). La situation dans la zone d'opérations de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) est demeurée calme dans l'ensemble. La FINUL et le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban sont restés en contact permanent avec les deux parties afin d'apaiser les tensions et ont continué de les exhorter à recourir aux voies établies pour faire entendre leurs préoccupations et à se garder de toute action de nature à menacer la cessation des hostilités. Les engagements pris par les deux parties au titre de la résolution 1701 (2006) n'ont toujours pas été remplis et aucun progrès n'a été accompli concernant l'instauration d'un cessez-le-feu permanent entre le Liban et Israël.

II. Application de la résolution 1701 (2006)

A. Situation dans la zone d'opérations de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban

2. Les 20 février et 17 avril, la FINUL a mené des visites d'évaluation dans un des tunnels situés près de la localité de Zariit (Israël), au sud de la Ligne bleue, en face de Ramiyé (secteur ouest). Comme indiqué précédemment (S/2019/237, par. 2), les Forces de défense israéliennes avaient annoncé la découverte de ce tunnel le 13 janvier. Des experts techniques ont confirmé le 17 avril qu'il traversait la Ligne bleue, en violation des dispositions de la résolution 1701 (2006). Le Chef de la mission et commandant de la Force avait informé les autorités libanaises des constatations de la FINUL et préconisé une action de suivi immédiate dans le cadre de tous les tunnels dont il avait été établi qu'ils franchissaient la Ligne bleue, conformément aux responsabilités du pays, aux termes de la résolution 1701 (2006). L'Armée libanaise a indiqué à la FINUL qu'elle enquêtait sur l'affaire et ferait part



de ses conclusions. Le 29 mai, les Forces de défense israéliennes ont entrepris de neutraliser le tunnel en le comblant de ciment. La FINUL a corroboré l'existence de cinq tunnels et confirmé que trois traversaient la Ligne bleue. Elle a communiqué les coordonnées de ces trois tunnels aux autorités libanaises.

3. Le 15 mars, lors d'une réunion avec mon Coordonnateur spécial, le Président de la République libanaise, Michel Aoun, s'est engagé à diligenter une enquête sur les tunnels qui traversaient la Ligne bleue. Le commandant en chef de l'Armée libanaise, Joseph Aoun, a par la suite confirmé au Coordonnateur spécial, le 23 mai, et au Chef de la mission et commandant de la Force, le 3 juin, que l'Armée libanaise prenait des mesures pour accéder à ces lieux. Le 27 mai, le Président Aoun a confirmé au Coordonnateur spécial qu'une enquête était en cours. La FINUL continue de suivre l'affaire avec les autorités libanaises.

4. Malgré la demande formulée par la FINUL aux Forces de défense israéliennes relative à la suspension des travaux de construction dans la zone faisant l'objet de réserves de la part du Liban, jusqu'à la conclusion d'un accord entre les parties, ces travaux ont continué. La FINUL a maintenu les contacts et continué de surveiller ces travaux. Les Forces de défense israéliennes ont poursuivi l'installation des murs pare-éclats en T qu'elles avaient entamée le 10 janvier dans le secteur de Misgav Am, au sud de la Ligne bleue, en face d'Adéïssé (secteur est), dans une zone faisant l'objet de réserves de la part du Liban. Israël a mis en place à ce jour deux tronçons distincts, d'une longueur de 10 km environ. Les Forces de défense israéliennes ont commencé le 10 mars à démanteler la barrière technique située au sud de la Ligne bleue et au nord des murs pare-éclats en T dans les parages de Kfar Kila (secteur est). La FINUL a renforcé sa présence près des lieux des travaux, afin d'atténuer les tensions. Le 12 mars, à la demande des Forces de défense israéliennes et avec l'accord de l'Armée libanaise, les ingénieurs de la FINUL ont démantelé les dernières sections de la barrière technique des Forces de défense israéliennes en ce lieu, signalant la fin des travaux dans le secteur. Dans le cadre de ses activités, le 12 mars, la FINUL a observé huit soldats israéliens qui surveillaient les travaux de génie de la FINUL, couchés à terre, pointant leurs armes vers le nord de la Ligne bleue. Les soldats libanais présents n'ont pas réagi, face à la menace des armes. La FINUL s'est positionnée entre les parties jusqu'à ce que les soldats détournent leurs armes.

5. Le 6 mai, les Forces de défense israéliennes ont informé la FINUL qu'elles planifiaient des travaux dans un secteur jouxtant une zone faisant l'objet de réserves par le Liban, au sud de la Ligne bleue, près de Ras Naqoura (secteur ouest). La FINUL a exhorté les Forces de défense israéliennes à s'abstenir d'entamer des travaux, tant qu'un accord n'avait pas été conclu entre les parties. Le 22 mai, les Forces de défense israéliennes ont entrepris la construction d'une plateforme en béton et d'un mirador. Le 12 juin, l'Armée libanaise a commencé des travaux préliminaires en vue d'un mirador au nord de la Ligne bleue dans le secteur jouxtant celui des travaux des Forces de défense israéliennes. La FINUL continue d'être en contact avec les deux parties au sujet de ces travaux.

6. Le 27 mai, les Forces de défense israéliennes ont lancé des grenades fumigènes pour disperser des manifestants au nord de la Ligne bleue, qui dénonçaient la dégradation d'une affiche de l'imam Moussa Sadr, du mouvement Amal, à la suite de travaux de réfection du mur par les Forces de défense israéliennes, à Kfar Kila. Les manifestations se sont poursuivies le lendemain.

7. À sept occasions, des civils libanais ont manifesté dans des villages proches de la Ligne bleue, déclarant que les fermes de Chebaa et les collines de Kfarchouba faisaient partie du Liban et demandant une position libanaise unifiée pour dénoncer la reconnaissance par les États-Unis d'Amérique de l'annexion par Israël du Golan syrien occupé.

8. Du 18 février au 24 juin, la FINUL a enregistré 333 violations de la Ligne bleue par voie terrestre, dont 329 étaient le fait de civils non armés qui l'avaient franchie au sud, parmi lesquelles 167 violations commises par des bergers et des fermiers, principalement dans le secteur des fermes de Chebaa, et par des agriculteurs cultivant leurs champs près de Rmeïch, ainsi que 116 violations en rapport avec des civils qui se rendaient au puits de Chaaeïb près de Blida (secteur est). Des chasseurs armés ont également franchi la ligne à quatre occasions.

9. Israël a continué de violer l'espace aérien libanais, en violation de la résolution 1701 (2006) et de la souveraineté du Liban. De février à juin, la FINUL a consigné chaque mois en moyenne 100 violations de l'espace aérien, avec 250,4 heures de survol en moyenne. Des drones ont été utilisés dans environ 72 % des violations; le reste du temps, il s'agissait d'avions de combat ou d'appareils non identifiés. La FINUL a protesté contre chacune des violations auprès des Forces de défense israéliennes et préconisé à nouveau leur cessation immédiate.

10. Les Forces de défense israéliennes ont continué d'occuper la partie nord de Ghajar et une zone adjacente située au nord de la Ligne bleue. Si le Gouvernement libanais a accueilli favorablement la proposition de la FINUL, communiquée aux parties en 2011, d'œuvrer à faciliter le retrait des Forces de défense israéliennes de la zone occupée, le Gouvernement israélien, pour sa part, n'a toujours pas réagi.

11. En application de la résolution 1701 (2006), la FINUL a continué d'aider l'Armée libanaise à établir, entre la Ligne bleue et le Litani, une zone exempte de tous personnels armés, biens et armes autres que ceux déployés dans la zone par le Gouvernement libanais et elle-même. À cette fin, en étroite coordination avec l'Armée, elle a maintenu 16 postes de contrôle permanents et en moyenne 150 postes de contrôle temporaires et mené 310 opérations de prévention de tirs de roquettes par mois, en moyenne.

12. Du 18 février au 24 juin, la FINUL a relevé 97 cas de transport non autorisé d'armes dans sa zone d'opérations. Il s'agissait d'armes de chasse, excepté dans les quatre cas suivants : le 14 avril, une patrouille du Groupe d'observateurs au Liban a observé trois passagers dont l'un muni d'un fusil d'assaut AK-47 près de Mheïbib (secteur est). Le même jour, la FINUL a aperçu deux passagers tirer à l'aide d'un pistolet depuis une voiture près de Marjeyoun (secteur est). Le 28 mai, elle a observé un individu avec une arme de poing au cours de la manifestation susmentionnée à Kfar Kila (voir par. 6). Le 4 juin, elle a aperçu un individu muni d'une arme automatique près de Hennyé (secteur ouest). Elle en a avisé l'Armée libanaise, qui enquête sur chacun de ces incidents.

13. Comme demandé par le Conseil dans la résolution 2373 (2017), puis à nouveau dans la résolution 2433 (2018), la FINUL a maintenu un rythme opérationnel intense. Durant la période considérée, elle a mené 13 884 activités opérationnelles militaires chaque mois en moyenne, dont une moyenne de 7 458 patrouilles ; 7,8 % de ces activités comptaient au moins une femme.

14. La FINUL a maintenu une présence opérationnelle dans l'ensemble des municipalités et villages dans sa zone d'opérations en organisant des patrouilles motorisées, pédestres ou aériennes. Les patrouilles de reconnaissance aérienne ont continué d'être concentrées sur les zones auxquelles les patrouilles terrestres ont un accès limité, telles que les propriétés privées, les terrains accidentés et les zones contaminées par des restes explosifs de guerre ou des mines antipersonnel. Du fait du retard ou de l'absence de coordination des vols de drones opérés par l'Armée libanaise, la FINUL a dû reprogrammer plusieurs vols. À la suite des faits survenus à Gaza au début du mois de mai, la FINUL a augmenté le nombre d'opérations de prévention de tirs de roquettes, notamment le long de la Ligne bleue.

15. La FINUL et le Groupe d'observateurs au Liban ont continué d'effectuer leurs patrouilles dans les secteurs jouxtant les sites de l'organisation non gouvernementale libanaise Green without Borders se trouvant près de la Ligne bleue. En étroite coordination avec l'Armée libanaise, la FINUL a également visité les sites de Green without Borders à Ramiyé, Aïta el-Chaab et Aïtaroun (secteur ouest) et Adeïssé en avril, mai et juin. Aucune violation de la résolution [1701 \(2006\)](#) n'a été constatée. La FINUL continue de surveiller tous les sites de Green without Borders.

16. Si la liberté de circulation de la FINUL a été respectée dans l'ensemble, la Force a été soumise à des restrictions, comme énoncé en détail à l'annexe I. Dans plusieurs cas, des habitants ont affirmé que la FINUL entrait dans des propriétés privées sans y être escortée par l'Armée libanaise. Dans deux cas, il s'agissait du Groupe d'observateurs au Liban, qui ne peut effectuer des patrouilles qu'après en avoir avisé l'Armée libanaise. La FINUL est en contact avec l'Armée libanaise sur cette question.

17. Le 25 mars, l'Armée libanaise, qui avait pourtant été prévenue au préalable, a refusé l'accès à une délégation de journalistes qui souhaitait filmer une patrouille de la FINUL près d'une des positions de la Force.

18. Le 24 avril, une équipe de la FINUL qui avait quitté fortuitement la zone d'opérations à quatre kilomètres environ au nord de Deir Siriane (secteur est) a été arrêtée par des individus en civil. L'un d'entre eux, armé d'un fusil d'assaut AK47, a pris un appareil de localisation GPS, une carte et un document de signalisation à l'intérieur des véhicules de la FINUL. Par la suite, une unité de l'Armée libanaise est arrivée et a escorté l'équipe de la FINUL pour lui faire réintégrer sa zone d'opérations. Le 28 avril, la FINUL a adressé une lettre à l'Armée libanaise pour exprimer sa préoccupation à l'égard de l'incident. L'Armée libanaise a restitué les articles en question à la FINUL.

19. L'ONU a poursuivi les contacts avec les autorités libanaises au Siège et au Liban, y compris par l'entremise du Secrétaire général adjoint aux opérations de paix durant sa visite au Liban en mars, au sujet de l'incident du 4 août 2018 dans le village de Majdal Zoun (secteur ouest), décrit en détail dans mon rapport du 15 novembre 2018 ([S/2018/1029](#), par. 16), au cours duquel une vingtaine d'individus en civil s'en sont pris à une patrouille de la FINUL. Les autorités libanaises n'ont donné aucune explication quant au fait de savoir pourquoi les conclusions de l'Armée libanaise divergeaient autant de celles de la FINUL. L'ONU ignore à ce jour si des poursuites pénales ont été engagées pour traduire les auteurs de ces actes en justice. Elle a fourni aux autorités libanaises des informations susceptibles d'aider à identifier les auteurs de ces actes. L'ONU est en contact avec les autorités libanaises pour obtenir des mises à jour sur cette affaire et en assurer le suivi.

20. À l'appui du renforcement des capacités opérationnelles de l'Armée libanaise, la FINUL a augmenté le pourcentage des activités opérationnelles qui peuvent être menées en étroite coordination avec l'Armée d'une moyenne de 19 % en septembre 2018 à 23 % en juin 2019.

21. Le Groupe d'intervention navale de la FINUL a mené des opérations d'interdiction dans l'ensemble de la zone d'opérations maritime, arraisonnant 2 765 navires, dont 801 ont été inspectés par les autorités libanaises, qui n'ont rien trouvé à redire. Afin de continuer d'appuyer le renforcement des capacités de la marine libanaise, le Groupe d'intervention navale a organisé 323 séances de formation, dont des exercices d'interdiction maritime avec deux patrouilleurs libanais, afin d'améliorer les normes opérationnelles communes régissant les activités de surveillance et d'arraisonnement.

22. En application du paragraphe 7 de la résolution [2433 \(2018\)](#), l'Armée libanaise et la FINUL, dans le cadre du mécanisme de dialogue stratégique, ont poursuivi les

pour parler au sein du groupe de travail conjoint qui a été établi pour élaborer une stratégie en vue du transfert progressif des responsabilités du Groupe d'intervention navale à l'Armée libanaise. Ils ont recensé conjointement les principales capacités dont la marine libanaise a besoin pour s'acquitter de ces responsabilités. Ils ont également examiné la possibilité que la marine libanaise en assume une partie, à l'issue de la modernisation et de la réfection de son système de radars et de ses navires, comme prévu. La marine libanaise a présenté les principaux éléments d'un plan de développement à long terme à la FINUL, en attendant l'aval de l'état-major de l'Armée libanaise.

23. Dans une lettre datée du 12 mars adressée au Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, la Mission permanente du Liban a souligné l'attachement du Gouvernement libanais au renforcement des capacités navales de l'Armée libanaise et ses efforts en ce sens et a décrit les éléments clefs de la stratégie maritime du Liban comme étant la modernisation du réseau de radars côtiers, l'établissement de bases de soutien logistique et d'une École navale et l'acquisition de patrouilleurs.

B. Dispositifs de sécurité et de liaison

24. La FINUL a tenu les 2 avril et 11 juin des réunions tripartites au cours desquelles ont été examinés les mécanismes de liaison et de coordination et les violations de la résolution 1701 (2006). La FINUL s'est entretenue maintes fois avec l'Armée libanaise et les Forces de défense israéliennes, y compris au sujet des dispositifs de réduction des tensions le long de la Ligne bleue.

25. La FINUL a continué d'évoquer avec les autorités israéliennes la possibilité d'établir un bureau de liaison de la Force à Tel-Aviv (Israël). Bien que celles-ci aient donné leur accord à la proposition de la FINUL en 2008, la création du bureau est restée en suspens.

26. La FINUL a continué de maintenir des contacts avec le Gouvernement libanais, les organisations non gouvernementales et les institutions des Nations Unies qui aident au renforcement des capacités des institutions nationales à des fins de protection civile, y compris au moyen d'exercices de lutte contre l'incendie et de sauvetage. Elle a également continué de former son personnel afin qu'il soit prêt à protéger les civils en danger immédiat de violence physique.

27. Plus de 890 membres du personnel civil et militaire, dont 76 femmes, ont reçu une formation de la FINUL concernant la prise en compte des questions de genre. Le 28 février, en collaboration avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), la FINUL a lancé un exercice de formation conjointe sur le règlement des conflits et la médiation, dont ont tiré profit 40 femmes de Tyr (secteur ouest). Elle a organisé des ateliers à Tyr, Bint Jbeil (secteur ouest) et Marjeyoun en mars et en avril sur la participation politique effective des femmes au moyen de l'émancipation économique, auxquels ont assisté des membres de 128 organisations féminines de la société civile.

C. Désarmement des groupes armés

28. Aucun progrès n'a été accompli concernant le désarmement des groupes armés. Le Hezbollah a continué de déclarer publiquement qu'il conservait des capacités militaires. Le 2 mai, son secrétaire général, Hassan Nasrallah, a proclamé : « les Israéliens évoquent un fait nouveau important, il s'agit de la capacité de la Résistance, même au cours d'opérations terrestres, offensive et défensive. Elle détient la capacité d'entrer en Galilée, ce que l'ennemi reconnaît ». Le 31 mai, M. Nasrallah a déclaré :

« Je le répète devant le monde entier : oui, nous avons au Liban des missiles de précision en nombres suffisants pour bouleverser la région et modifier l'équation... Nous n'avons pas d'usines pour fabriquer des missiles de précision au Liban... Nous avons la capacité scientifique et humaine d'en produire et d'obtenir le matériel qui nous permettrait d'en produire. Si les États-Unis veulent garder ce dossier ouvert, nous mettrons en place des usines pour fabriquer des missiles de précision au Liban ».

29. Le 18 avril, le général de division Yoel Strick, commandant des forces terrestres des Forces de défense israéliennes, a déclaré publiquement : « au cours de la prochaine guerre, ce serait une erreur que d'établir une distinction entre l'État libanais et le Hezbollah, puisque ce dernier est un acteur politique qui fait partie du Gouvernement... Dans un tel conflit, si ça ne tenait qu'à moi, je recommanderais de déclarer la guerre au Liban et au Hezbollah ».

30. Le fait que le Hezbollah et d'autres groupes détiennent encore des armes échappant au contrôle de l'État continue d'empêcher le Gouvernement libanais d'exercer pleinement sa souveraineté et son autorité sur son territoire.

31. À la suite de sa première visite officielle dans le secteur du Litani-Sud et dans la zone d'opérations de la FINUL, le 24 avril, le Ministre de la défense Elias Bou Saab a demandé « aux parties concernées, au Liban et à l'étranger, d'avoir confiance en l'Armée ». En réponse à une question sur les armes du Hezbollah, il a déclaré : « Personne ne veut s'approprier les missions de l'Armée libanaise, et le secrétaire général du parti, M. Nasrallah, a reconnu cela... La question nécessite une stratégie de défense qui sera étudiée une fois les dangers israéliens écartés ». Le 29 avril, M. Bou Saab a noté que le Président Aoun lancerait bientôt une initiative pour réunir les acteurs libanais en vue d'un dialogue sur une stratégie de défense nationale. Le 14 mai, la Ministre de l'intérieur et des municipalités, Raya Hassan, a déclaré : « le Premier Ministre a été clair lorsqu'il a demandé de mettre de côté le désaccord stratégique sur les armes jusqu'à ce que le moment soit propice à un débat sur la question dans le cadre de la stratégie de défense », tout en notant que « cette affaire devait être abordée dans un cadre régional ».

32. L'Armée libanaise et les Forces de sécurité ont poursuivi les opérations antiterroristes. Du 1^{er} mars au 10 juin, 38 arrestations liées au terrorisme ont été signalées, notamment d'individus soupçonnés d'être affiliés à l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL). Le 3 juin, deux membres des Forces de sécurité intérieure et deux soldats de l'Armée libanaise ont été tués au cours d'un attentat-suicide, perpétré par un Libanais affilié à l'EIIL à Tripoli (Liban-Nord) et quatre soldats ont été blessés. Huit suspects ont été arrêtés dans le cadre de cet attentat. Le 17 juin, à Nabatiyé, les Forces de sécurité intérieure ont arrêté deux Syriens qui seraient affiliés à l'EIIL et auraient préparé des attentats à la bombe contre des lieux saints chrétiens et musulmans.

33. Le 5 mars, les services de la sûreté de l'État ont arrêté trois Syriens à Sin el-Fil (est de Beyrouth) et Bsous (Mont-Liban) car ils auraient combattu aux côtés de l'EIIL. Le 15 mars, l'Armée libanaise a arrêté un Libanais et un Palestinien à Saida pour leur implication dans les accrochages d'Abra en 2013 avec l'Armée. Le 15 avril, elle a lancé un raid contre un dépôt d'armes dans le quartier de Bab el-Tebbané à Tripoli, qui aurait appartenu à un terroriste tué durant un raid en février 2018, et confisqué 47,5 kilogrammes de matières explosives.

34. Le 26 mars, un officier de l'Armée libanaise a été tué par des assaillants non identifiés lors d'une fusillade venant d'un véhicule à Wadi Khaled (Liban-Nord). L'Armée libanaise a confisqué des armes et des munitions le 18 avril à Saida (Liban-Sud) et le 5 juin à Aaba dans la Koura (Liban-Nord). Le 27 mai, un passant a été tué lors d'une fusillade à l'extérieur d'une salle de prières à Saadiyat (Mont-Liban).

Plusieurs querelles personnelles ont dégénéré en fusillades, à Beyrouth, dans le nord et dans l'est du Liban, impliquant notamment des soldats qui n'étaient pas de service.

35. Les conditions de sécurité dans les camps de réfugiés de Palestine sont restées stables, en dépit d'incidents localisés dans le camp d'Aïn el-Héloué près de Saïda (Liban-Sud). Le 14 mars, le Coordonnateur spécial a visité le camp où il a rencontré des représentants des comités populaires et de la jeunesse. Du fait de la montée des tensions, il n'a pas pu visiter le quartier rénové de Tireh, qui avait été endommagé au cours d'intenses affrontements en 2017. Une fusillade a éclaté alors qu'il quittait le camp, au cours de laquelle quatre personnes ont été blessées. Le 26 avril, un membre du Fatah a été tué, semble-t-il par un membre du groupe extrémiste Fatah el-Islam. La situation s'est stabilisée depuis, mais le risque de regain de violence persiste.

36. Le 10 mai, l'Armée libanaise a annoncé un accord avec des factions palestiniennes en vue de l'amélioration des conditions de sécurité dans le camp de réfugiés de Miyé-Miyé, près de Saida. Les premières mesures ont consisté à démanteler un barrage de sécurité et à sévir contre le port d'armes et de treillis militaires.

37. Aucun progrès n'a été enregistré sur le plan du démantèlement des bases militaires maintenues par le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général et de Fatah-Intifada, qui continuent de compromettre la souveraineté du Liban et d'entraver la capacité de l'État de surveiller et de contrôler effectivement des sections de la frontière.

38. Le 20 mai, une délégation de Hamas dirigée par le membre du bureau politique, Izzat al-Rishq, accompagné de hauts responsables du Hamas au Liban a rencontré les autorités libanaises, dont le Premier Ministre Saad Hariri, le Président de la Chambre des députés, Nabih Berri, et le Directeur de la Sûreté générale, Abbas Ibrahim. Ils auraient évoqué la situation des camps de réfugiés de Palestine au Liban, y compris celui de Miyé-Miyé, et la reconstruction du camp de Nahr el-Bared.

D. Embargo sur les armes et contrôle des frontières

39. Des informations très préoccupantes faisant état de transferts d'armes à des acteurs armés non étatiques ont continué d'être communiquées. L'ONU prend au sérieux les allégations relatives aux transferts d'armes mais n'est pas en mesure de les vérifier de façon indépendante. Si ces allégations étaient avérées, ces faits constitueraient une violation de la résolution [1701 \(2006\)](#) (voir annexe II).

40. Le Liban a continué à renforcer la sécurité le long de sa frontière orientale, avec l'aide de la communauté internationale. Quatre régiments de l'Armée libanaise chargés de la surveillance de la frontière terrestre sont déployés et opérationnels.

41. Comme c'était déjà le cas lors de la période précédente, aucun tir depuis la République arabe syrienne vers le Liban n'a été signalé pendant la période considérée. Au total, 587 ressortissants syriens ont été arrêtés par les autorités libanaises pour être entrés illégalement au Liban depuis la République arabe syrienne, un chiffre en augmentation par rapport aux 141 cas enregistrés durant la période précédente ([S/2019/237](#), par. 46).

42. À sa réunion d'avril, le Conseil supérieur de la défense a demandé au Ministère de la défense de mettre en place un mécanisme permettant notamment de lutter contre le trafic dans le cadre de mouvements transfrontières illégaux. Il a également prié les autorités de l'État de prendre des mesures appropriées pour empêcher des personnes de franchir illégalement les frontières, y compris les Syriens enregistrés comme réfugiés.

43. Entre le 1^{er} mars et le 24 juin, les autorités libanaises ont arrêté 25 personnes impliquées dans des activités de traite des personnes dont certaines se déroulaient dans les eaux libanaises, à destination de Chypre. Le 13 mai, l'Armée libanaise a intercepté en mer huit ressortissants syriens : trois ont été arrêtés, mais les cinq autres ont été portés disparus au cours de l'opération. Le 12 juin, l'Armée libanaise a arrêté 10 ressortissants syriens en mer.

44. À la suite des attaques contre les forces de sécurité menées en décembre 2018 (ibid., par. 47), les opérations de sécurité se sont poursuivies dans la zone de Baalbek-Hermel, dans le nord-est du Liban. Le 10 mars, un soldat a succombé aux blessures qu'il avait subies pendant un raid mené le 30 novembre 2018 à Baalbek. Le 12 mars, l'Armée libanaise a procédé à l'enlèvement d'une grenade à l'extérieur de la résidence d'un cheik à Qasr dans le Hermel, dans le nord-est du Liban. Le 24 mars, les Forces de sécurité intérieure ont arrêté un fugitif libanais à Brital, dans l'est du Liban, soupçonné d'avoir mené des attaques contre les forces de sécurité, et notamment en raison de son rôle présumé dans la fusillade ayant coûté la vie à un agent de police le 22 mai 2015. Le 11 avril, un membre des Forces de sécurité intérieure a été blessé lors d'une fusillade à Baalbek. Le 16 avril, l'Armée libanaise a saisi plusieurs caisses de munitions dans le Akkar (province du Liban-Nord). Le 18 avril, à Baalbek, les Forces de sécurité intérieure ont arrêté un Libanais pour trafic d'armes. Le 21 avril, l'Armée libanaise a arrêté un fugitif qui aurait blessé deux de ses soldats le 31 décembre 2018 à Brital (ibid.). Le 24 avril, à Hermel, des assaillants non identifiés ont tiré sur un bâtiment gouvernemental ; par ailleurs, trois membres des Forces de sécurité intérieure ont été blessés au cours d'un raid mené pour arrêter un fugitif qui serait mort suite à l'explosion d'une de ses grenades. Le 10 juin, deux Libanais et un Syrien ont été tués lors d'un raid de l'Armée libanaise à Kneïssé, dans le district de Baalbek. Cinq suspects ont été arrêtés.

45. Le 9 mai, le Liban a déposé auprès de l'Organisation des Nations Unies l'instrument de ratification lui permettant de devenir le 102^e signataire du Traité sur le commerce des armes, l'accord international relatif aux armes classiques adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/234 B. Le Parlement ayant ratifié le Traité le 25 septembre 2018, le Liban deviendra officiellement partie au Traité le 7 août 2019.

E. Mines terrestres et bombes à sous-munitions

46. La FINUL a continué de s'employer à atténuer la menace que représentent les engins explosifs dans toute sa zone d'opérations et a déminé des terrains d'une surface totale de 14 428 m² et détruit 685 mines antipersonnel et un engin non explosé le long de ses principaux itinéraires de patrouille et aux environs de Yaroun (secteur Ouest). Le Service de la lutte antimines a effectué 72 visites de contrôle pour s'assurer de la qualité du travail des équipes de déminage de la Force et organisé 12 sessions de remise à niveau et 3 réunions de validation des évaluations sur site à l'intention des unités nouvellement arrivées dans le cadre de la rotation du personnel pour garantir la sûreté et l'efficacité des opérations de déminage de la FINUL. Il a également organisé 10 séances d'information et de sensibilisation aux règles de sûreté en rapport avec les mines terrestres, les restes explosifs de guerre et les engins explosifs improvisés, auxquelles ont assisté 139 membres du personnel militaire et civil des Nations Unies.

F. Tracé des frontières

47. Aucun progrès n'a été accompli en ce qui concerne le tracé ou la démarcation de la frontière entre le Liban et la République arabe syrienne, ni en ce qui concerne la question de la zone des fermes de Chebaa. La République arabe syrienne et Israël ne se sont toujours pas exprimés concernant la proposition de définition provisoire de la zone des fermes de Chebaa figurant dans le rapport du Secrétaire général en date du 30 octobre 2007 sur l'application de la résolution 1701 (2006) (S/2007/641, annexe).

48. À la suite de la présentation de la proposition libanaise par le Président Aoun à l'Ambassadeur des États-Unis au Liban, le 8 mai, les États-Unis ont repris leur navette diplomatique afin d'instaurer un cadre de négociations en vue du règlement du différend maritime qui oppose le Liban à Israël.

G. Stabilité politique et institutionnelle

49. La croissance économique libanaise est demeurée lente, le déficit budgétaire et le niveau de la dette sont restés élevés, et le déficit commercial et celui de la balance des paiements se sont creusés. Le 8 avril, le Conseil des ministres a approuvé une politique relative à l'électricité qui vise notamment à réduire les subventions publiques à l'entité publique Electricité du Liban. Cette politique combine un arrangement à court terme concernant la fourniture d'énergie à titre temporaire et un plan à plus long terme concernant une alimentation constante en électricité d'ici à 2020. Le 17 avril, le Parlement a donné force de loi à cette politique. La création d'un organisme de réglementation du secteur de l'électricité et la conclusion d'un accord sur la procédure d'appel d'offres restent en suspens. En réponse à l'appel interjeté le 23 mai par 10 membres du Parlement, le Conseil constitutionnel a abrogé le 3 juin la disposition du plan relative à la procédure d'appel d'offres, contraignant par là le Ministère de l'énergie à se conformer aux cadres juridiques existants en matière d'appel d'offres.

50. Le 27 mai, lors d'une session présidée par le Président Aoun, le Conseil des ministres a approuvé le projet de budget national pour 2019 et l'a soumis au Parlement. Le budget proposé permettrait de ramener le déficit budgétaire de 11,5 % – son niveau l'année dernière – à 7,6 % du produit intérieur brut, ce qui dépasserait l'engagement d'une réduction annuelle de 1 % pris en 2018 à la Conférence économique pour le développement, par les réformes et avec les entreprises (Conférence CEDRE). Les mesures d'austérité prévues, notamment une diminution des prestations de services publics et une augmentation de certains impôts, ont entraîné des manifestations pacifiques de la part des employés des secteurs public et privé, y compris de militaires et d'agents de sécurité à la retraite, dans le même temps qu'une rhétorique plus véhémente et sectaire refaisait surface dans le débat politique.

51. Le 14 avril, huit candidats se sont présentés aux élections partielles de Tripoli organisées pour pourvoir le siège devenu vacant à la suite de la décision du Conseil constitutionnel en date du 21 février (S/2019/237, par. 55). La seule candidate, Dima Jamali du Mouvement du futur, a été réélue le 15 avril. Le taux de participation s'est établi à 12,6 %. Le 13 mai, un candidat indépendant issu de la société civile, arguant de cas de fraude électorale, a déposé une plainte auprès du Conseil constitutionnel, lequel examine toujours ces allégations.

52. Le 21 mai, la Commission nationale de la femme libanaise a soumis au Conseil des ministres son projet de plan d'action national en vue de l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité. Le même jour, elle a présenté au Premier Ministre Hariri sa proposition de modification de la loi sur la nationalité pour

permettre aux femmes libanaises mariées à des étrangers de transmettre la nationalité libanaise à leurs enfants. Le projet de plan d'action national engagerait notamment le Liban à augmenter de 1 % par an le nombre de femmes dans le secteur de la sécurité d'ici à 2022. Le 19 juin, la Commission nationale de la femme libanaise et l'ONU ont organisé conjointement une table ronde à laquelle ont participé le Premier Ministre Hariri, les Ministres de la défense, de l'intérieur et des affaires sociales ainsi que des partenaires internationaux, pour présenter le projet de plan d'action national.

53. Afin d'appuyer le développement de l'Armée libanaise, conformément aux priorités définies lors de la réunion ministérielle dite de « Rome II », tenue en mars 2018, et au plan de développement des capacités, le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban et le Chef de mission et commandant de la force de la FINUL ont intensifié leur collaboration avec les autorités libanaises pour encourager une approche coordonnée visant à renforcer la présence de l'Armée libanaise dans la zone d'opérations de la FINUL et le développement de la force maritime de l'Armée libanaise. De même, pour donner plus de moyens aux Forces de sécurité intérieure, conformément à leur plan stratégique quinquennal, le Coordonnateur spécial a convenu avec les autorités libanaises de mettre en place un mécanisme renforcé de coordination des donateurs.

54. Le 11 mai, un Libanais, Hassan Toufic Dika, qui avait été arrêté par les Forces de sécurité intérieure en novembre, est mort en détention. Aucune enquête n'a été ouverte, ce qui constitue une violation de la loi libanaise relative à la criminalisation de la torture. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme est intervenu à plusieurs reprises à ce sujet ; en outre, trois titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale ont adressé au Gouvernement libanais une lettre commune datée du 25 janvier dans laquelle ils ont exprimé leur « vive préoccupation face aux allégations faisant état de la détention arbitraire de cette personne et des mauvais traitements qui lui auraient été infligés depuis son arrestation ». Le Gouvernement n'a pas répondu à cette lettre, qui a été rendue publique en avril.

55. Le 12 mai, la Ministre de l'intérieur et des municipalités, M^{me} Al-Hassan, a annoncé qu'elle avait chargé les Forces de sécurité intérieure d'ouvrir immédiatement une enquête, tandis que le Ministre de la justice, Albert Sehran, soulignait que son Ministère était pleinement attaché à faire respecter les dispositions des accords de lutte contre la torture qui garantissaient les droits des détenus. Le même jour, les Forces de sécurité intérieure ont publié une déclaration dans laquelle elles ont nié les allégations de torture sur la personne de M. Dika.

56. Le Gouvernement libanais n'a pas encore alloué de fonds à l'institution nationale de défense des droits de l'homme ni au mécanisme national connexe de prévention de la torture, dont les membres, nommés le 7 mars par le Conseil des ministres, n'ont pas encore prêté serment devant le Président.

57. Au 31 mai, 953 476 réfugiés et demandeurs d'asile étaient enregistrés auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Liban, parmi lesquels 935 454 réfugiés syriens et 18 022 réfugiés et demandeurs d'asile d'autres nationalités. Les nouveaux enregistrements de réfugiés syriens par le HCR ayant été suspendus par le Gouvernement depuis 2015, le nombre réel de Syriens ayant besoin d'une protection internationale au Liban est inconnu. Le Gouvernement libanais estime à 1,5 million le nombre de Syriens déplacés au Liban. La diminution du nombre de réfugiés syriens enregistrés depuis la publication du rapport précédent s'explique principalement par des décès de cause naturelle, des mouvements secondaires, des réinstallations et des retours spontanés en République arabe syrienne.

58. Au total, 6 212 réfugiés syriens enregistrés auprès du HCR sont rentrés chez eux par leurs propres moyens entre janvier et mai. Le HCR sait par ailleurs que 2 955 réfugiés sont rentrés en République arabe syrienne au cours de la même période dans le cadre de mouvements collectifs, principalement facilités par la Direction générale de la sûreté de l'État. Les raisons les plus fréquemment invoquées par les réfugiés pour justifier leur retour sont les conditions de vie difficiles au Liban, l'amélioration de la situation en matière de sécurité en République arabe syrienne et leur souhait de retrouver les membres de leur famille.

59. La présence durable au Liban d'un nombre considérable de réfugiés syriens représente un défi de plus en plus important, en particulier dans un contexte marqué par la crise économique, un taux de chômage élevé et des préoccupations croissantes concernant la pollution environnementale. Ces facteurs, conjugués à l'impression que les retours ne se font pas au rythme prévu et à la crainte qu'un nombre considérable de Syriens restent au Liban pour les années à venir, restreignent les espaces de protection réservés aux réfugiés.

60. Comme indiqué au paragraphe 42, le Conseil supérieur de la défense a adopté des mesures visant à lutter systématiquement contre les entrées illégales sur le territoire, le travail sans permis et les constructions non autorisées, ainsi que pour protéger les égouts. Les expulsions collectives de réfugiés syriens ont augmenté au cours du premier trimestre de 2019, les justifications invoquées étant les préoccupations environnementales et l'absence de titre légal de résidence. Dans plusieurs cas, les réfugiés ont été expulsés sans préavis.

61. À la Conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région (Bruxelles III), organisée en mars par l'Union européenne et coprésidée par l'Organisation des Nations Unies, les participants se sont engagés à verser environ 7,0 milliards de dollars (6,2 milliards d'euros) au titre de l'année 2019 en faveur de la République arabe syrienne et des pays de la région, Liban compris, soit une augmentation de 2,5 milliards de dollars par rapport à 2018. Le Premier Ministre Hariri, qui dirigeait la délégation libanaise, a souligné que la seule solution était le retour en toute sécurité des réfugiés dans leurs pays d'origine, conformément aux lois et traités internationaux, et a réaffirmé l'engagement du Gouvernement libanais de « collaborer avec le HCR à toute initiative pragmatique qui garantirait le retour en toute sécurité des Syriens déplacés ».

62. Les donateurs ont indiqué qu'au 31 mars, les sommes ayant été versées s'élevaient à 334,0 millions de dollars et celles promises pour 2019 à 530,0 millions. Les sommes promises pour 2020 et au-delà s'élevaient à environ 298,0 millions de dollars. Le Plan de gestion des répercussions de la crise syrienne au Liban (2017-2020) est financé à hauteur de 15 % ; sur un appel représentant au total 2,6 milliards de dollars, 402,0 millions sont disponibles, dont 213,0 millions de dollars reçus en 2019 et un solde de 189,0 millions reporté de 2018.

63. Le 25 avril, le Gouvernement libanais et l'Organisation des Nations Unies sont convenus de proroger le cadre stratégique des Nations Unies pour le Liban (2017-2020) jusqu'en 2021, afin de permettre l'élaboration d'un nouveau cadre étroitement aligné sur le projet national de réalisation des objectifs de développement durable qui s'achèvera en 2020.

III. Sécurité et sûreté de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban

64. La FINUL n'a cessé de réviser ses plans de sécurité et ses mesures de prévention et d'atténuation des risques, en étroite coordination avec les autorités libanaises. Des

mécanismes fiables de communication et de coopération avec les forces de sécurité libanaises ont été maintenus. Des exercices de manœuvres de sécurité ont été menés afin d'évaluer l'état de préparation du personnel civil et militaire en cas d'évacuation ou de réinstallation pendant une crise. Des mesures de sécurité rigoureuses ont été maintenues dans la zone d'Arqoub (secteur est), notamment l'utilisation d'escortes armées pour les déplacements officiels du personnel des Nations Unies. La FINUL a facilité 117 missions de membres de l'équipe de pays des Nations Unies dans la zone d'Arqoub.

65. La FINUL a continué de suivre l'avancée des procédures intentées devant des tribunaux militaires libanais contre des personnes accusées d'avoir planifié ou perpétré de graves attaques contre elle. Le Tribunal militaire permanent a tenu des audiences le 5 mars, concernant d'une part l'attentat commis en 2007 contre des soldats de la paix de la FINUL déployés dans le contingent espagnol et d'autre part concernant une tentative d'acte terroriste, pour laquelle la procédure a débuté en janvier 2014. La prochaine audience est prévue le 5 juillet pour chacune de ces procédures. S'agissant de la tentative d'attentat grave contre la FINUL commise en 2008, dans le cadre de laquelle un des quatre auteurs condamnés a interjeté appel, une audience s'est tenue le 21 mai. La prochaine audience est prévue le 2 juillet. Dans les trois cas d'attaques graves perpétrées contre la FINUL les 27 mai, 26 juillet et 9 décembre 2011, un suspect a été arrêté le 3 mars. Le 3 juin, les affaires ont été renvoyées au premier juge d'instruction. Dans l'affaire concernant des faits remontant à 1980, au cours desquels deux soldats de la paix irlandais avaient été tués par balle et un autre blessé, la prochaine audience est prévue le 23 octobre.

IV. Déploiement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban

66. Au 24 juin, la FINUL était composée de 10 292 militaires, dont 549 femmes (soit 5 % des effectifs), provenant de 43 pays fournisseurs de contingents ; de 235 membres du personnel recrutés sur le plan international, dont 83 femmes (35 %) ; de 584 membres du personnel civil recrutés sur le plan national, dont 157 femmes (27 %). Le Groupe d'intervention navale de la Force comprenait 6 navires, 2 hélicoptères et 717 militaires de la Force, dont 21 femmes (soit 3 % du total). En outre, 53 observateurs militaires de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, dont 3 femmes (6 %), sont rattachés au Groupe d'observateurs au Liban qui est placé sous le contrôle opérationnel de la FINUL. Chez les militaires, les femmes les plus haut placées ont le grade de lieutenant-colonel ; dans les effectifs civils, elles occupent des postes de classe P-5.

67. Conformément aux résolutions [2436 \(2018\)](#) et [2433 \(2018\)](#), la FINUL conserve un mécanisme lui permettant de suivre et d'évaluer la performance de toutes les unités militaires et d'établir des rapports à ce sujet, notamment en ce qui concerne la compréhension du mandat et l'appui à celui-ci, le commandement et le contrôle, la formation et la discipline, le soutien logistique et la santé. La Force évalue la volonté et la capacité des unités de s'acquitter des tâches qui leur sont assignées en matière de protection des civils. À l'issue de 15 évaluations portant sur des unités relevant de neuf pays fournisseurs de contingents, les résultats ont été jugés excellents dans 11 cas, et au minimum satisfaisants dans les autres cas. Afin de continuer à améliorer la performance de ces unités, la FINUL s'emploie à combler les lacunes recensées dans le domaine des technologies de l'information et des communications ainsi que dans celui de la logistique.

V. Déontologie et discipline

68. Aucune allégation relative à des faits d'exploitation ou d'atteintes sexuelles n'a été portée à la connaissance de la FINUL ou du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban. L'une comme l'autre ont continué d'appliquer et de renforcer les mesures de prévention des cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles et à évaluer l'évolution des risques au Liban. La FINUL et le Bureau ont continué d'informer les commandants militaires de leurs responsabilités en matière de déontologie et de discipline. Le réseau de prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles au Liban géré par l'équipe de pays des Nations Unies et le groupe de travail sur la violence sexuelle et fondée sur le genre, qui rassemble des représentants d'organisations non gouvernementales internationales et nationales, ont continué d'informer les populations locales concernant les normes de conduite attendues du personnel des Nations Unies et de faire connaître le mécanisme de proximité de dépôt de plainte pour informer des procédures à suivre pour signaler les manquements de toute nature impliquant du personnel des Nations Unies. La FINUL et le Bureau du Coordonnateur spécial ont continué de s'attacher à instaurer un climat de travail productif, harmonieux et inclusif, en mettant l'accent sur l'élaboration d'une stratégie de protection contre le harcèlement sexuel et d'autres formes de conduite prohibée.

VI. Observations

69. Je me réjouis des mesures positives initiales qui ont été prises pour redresser la situation économique, sachant qu'il en faudra davantage pour mettre le Liban sur une voie durable. L'adoption d'un plan relatif à l'électricité et la préparation d'un projet de budget national témoignent des progrès que le Gouvernement libanais peut accomplir dans un esprit de responsabilité partagée et de compromis. Je me félicite que le Conseil des ministres s'attache activement à parvenir à un accord dans des domaines prioritaires, comme énoncé dans sa déclaration ministérielle (ibid., par. 53), et l'exhorte à régler les questions en suspens comme la formation d'organes de contrôle, afin de veiller à une mise en œuvre intégrale. Pour faire avancer le programme de réformes, j'engage l'Assemblée nationale libanaise à souscrire activement à son rôle de contrôle essentiel, afin de renforcer la responsabilité et la transparence. Je demande également aux dirigeants libanais d'engager un débat politique constructif et de se conformer aux Accords de Taëf.

70. La situation économique du Liban fait peser une menace considérable sur sa stabilité. Dans ce contexte, il lui faut de toute urgence mettre rapidement en œuvre les engagements pris dans le cadre de la Conférence économique pour le développement, par les réformes et avec les entreprises, afin d'éviter toute nouvelle dégradation et de susciter la confiance des investisseurs.

71. Il est essentiel, pour la stabilité du Liban et de la région, que toutes les parties continuent de s'attacher à l'application des dispositions de la résolution 1701 (2006). La persistance des violations et du non-respect de la résolution augmentent le risque de tensions et d'erreurs d'appréciation et la possibilité d'un regain d'hostilités. J'engage les deux parties à redoubler d'efforts pour respecter pleinement la résolution 1701 (2006) afin de maintenir et de consolider le calme qui règne ces dernières années. L'ONU continuera d'appuyer l'action menée pour désamorcer les tensions au moyen d'un dialogue, afin de renforcer la confiance et d'instaurer des conditions permettant de régler de profonds griefs en vue de promouvoir un cessez-le-feu permanent.

72. Je note que la FINUL n'a toujours pas obtenu un accès à tous les lieux où elle souhaitait se rendre au nord de la Ligne bleue à la suite de la découverte de tunnels

qui la traversaient, en violation de la résolution 1701 (2006). Je demande à l'Armée libanaise de diligenter et de conclure rapidement toutes les enquêtes nécessaires, du côté libanais, pour faire en sorte que les tunnels ne représentent plus une menace à la sécurité et qu'une telle situation ne se reproduise pas à l'avenir. La FINUL et le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban se tiennent prêts à fournir toute l'aide requise. Je demande une fois encore aux autorités et à l'Armée libanaise de faire des efforts supplémentaires pour veiller à ce que la FINUL puisse pleinement s'acquitter de son mandat.

73. J'engage vivement les parties à s'accorder sur la voie à suivre pour résoudre les points de discordance existants concernant la Ligne bleue. Les mesures unilatérales sur ces questions ne font qu'exacerber les tensions le long de cette Ligne et doivent être évitées. J'invite de nouveau les parties à recourir autant que possible aux mécanismes de liaison et de coordination de la FINUL. Mon Coordonnateur spécial pour le Liban et le Chef de la mission et commandant de la Force continueront d'étudier avec les parties les moyens de progresser sur ces questions.

74. Je suis vivement préoccupé par la poursuite des survols israéliens du territoire libanais, y compris au moyen d'avions de combat, ce qui suscite la détresse des civils libanais, en particulier au Liban-Sud. Ces survols constituent une atteinte à la souveraineté du Liban et à la résolution 1701 (2006). Je suis également préoccupé par la poursuite de l'occupation par les Forces de défense israéliennes de la partie nord de Ghajar et d'une zone adjacente située au nord de la Ligne bleue, en violation de la résolution. Je condamne de nouveau toutes les atteintes à la souveraineté du Liban et demande à Israël de cesser ses violations de l'espace aérien libanais et de retirer ses forces de la partie nord de Ghajar et de la zone adjacente située au nord de la Ligne bleue.

75. Il demeure primordial que la FINUL puisse circuler librement dans l'ensemble de sa zone d'opérations et sur toute la longueur de la Ligne bleue. Je regrette, près d'un an après l'attaque contre les Casques bleus à Majdal Zoun, que l'ONU n'ait été informée d'aucune poursuite pénale contre les assaillants, alors qu'elle continue de réclamer des mises à jour sur la question. Je demande de nouveau aux autorités libanaises de s'acquitter de leur obligation de garantir la sécurité et la libre circulation du personnel de la FINUL et d'amener ceux qui ont attaqué les soldats de la paix à répondre de leurs actes.

76. Si le contentieux maritime entre le Liban et Israël continue d'être une source de tension, je suis heureux que les autorités libanaises soient parvenues à une position unifiée sur la question et accueillent favorablement les navettes diplomatiques des États-Unis pour obtenir des parties qu'elles engagent des négociations afin de trouver une solution. L'ONU est prête, et je suis disposé à exercer mes bons offices pour aider les parties à faciliter ces efforts, si elles en font la demande.

77. Le fait que le Hezbollah et d'autres groupes armés non étatiques continuent en toute irrégularité de détenir, comme ils ne cessent de l'affirmer, des armes échappant au contrôle de l'État est une violation persistante de la résolution 1701 (2006). Les allégations de transferts d'armes illégaux à des groupes armés non étatiques au Liban continuent également de susciter une vive préoccupation. L'ONU n'est pas en mesure de corroborer ces informations de manière indépendante mais si celles-ci étaient fondées, ces transferts constitueraient une violation grave de la résolution 1701 (2006). Je demande aux États Membres d'honorer les obligations que leur impose la résolution 1701 (2006) pour ce qui est d'empêcher toute vente ou fourniture d'armes ou de matériel connexe à des entités ou individus au Liban.

78. En outre, je demande au Gouvernement libanais de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour veiller à l'application intégrale des dispositions des Accords de

Taëf et des résolutions [1559 \(2004\)](#) et [1680 \(2006\)](#) qui exigent le désarmement de tous les groupes armés dans le pays de façon que seul l'État détienne des armes et exerce son autorité au Liban.

79. J'engage le Gouvernement libanais à appliquer la politique de dissociation du Liban, conformément à la Déclaration de Baabda, et j'exhorte tous les Libanais et tous les partis à cesser de s'impliquer dans le conflit syrien et dans d'autres conflits de la région. Je condamne le passage des combattants et du matériel de guerre à travers la frontière libano-syrienne, qui constitue une violation de la résolution [1701 \(2006\)](#).

80. Je me félicite des efforts que continue de faire l'Armée pour appuyer l'extension durable de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire libanais. Les efforts visant à consolider la sécurité et l'autorité de l'État le long des frontières septentrionale et orientale ne doivent pas faire perdre de vue le renforcement de la présence des contingents déployés dans la zone d'opérations de la FINUL. Je remercie les États Membres d'avoir fait part de leur appui au déploiement du régiment modèle, conformément à la déclaration conjointe issue de la réunion ministérielle dite Rome II. Je regrette néanmoins l'absence de progrès concernant l'initiative relative au régiment modèle et demande au Gouvernement libanais, avec l'appui constant de la FINUL et de la communauté internationale, de donner la priorité à la mise en place du régiment en vue de renforcer le déploiement de l'Armée libanaise dans le sud du Liban.

81. Je me félicite de la poursuite des pourparlers entre l'Armée libanaise et la FINUL en ce qui concerne le transfert graduel à la marine libanaise des responsabilités du Groupe d'intervention navale, conformément aux dispositions de la résolution [2433 \(2018\)](#). J'encourage la marine libanaise à assumer partiellement les responsabilités du Groupe à court terme, conformément à ses moyens actuels. J'exhorte également l'Armée libanaise à établir son plan définitif de développement à long terme à l'intention de la marine. Je continue d'encourager les États Membres à appuyer un plan de transition pratique et durable, conformément aux dispositions de la résolution [2433 \(2018\)](#).

82. Je me félicite des nouvelles mesures prises pour lutter contre les activités de contrebande par l'intermédiaire des franchissements illicites de la frontière au Liban. J'exhorte le Gouvernement à continuer de renforcer le contrôle de la frontière pour empêcher la contrebande et pour accroître les recettes douanières. Le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban continuera de préconiser l'adoption d'une stratégie intégrée de gestion des frontières, afin de resserrer la coordination parmi les autorités compétentes chargées de la sécurité des frontières et du commerce.

83. Je félicite le Liban d'avoir adhéré au Traité sur le commerce des armes. Cela représente une étape importante pour régler la question du mouvement et de la prolifération d'armes illicites dans le pays.

84. Je souligne qu'il importe d'aller de l'avant pour ce qui est de l'engagement pris par le Président de tenir un dialogue national afin d'établir une stratégie de défense nationale. Ce processus doit être mené et pris en main par les Libanais, être inclusif, exhaustif et durable et conforme aux obligations internationales du pays. Il faut appliquer les décisions prises antérieurement dans le cadre du dialogue national concernant le désarmement des groupes non libanais et le démantèlement des bases militaires du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général et du Fatah-Intifada.

85. Je suis attristé par le décès en détention de Hassan Dika et me félicite de l'instruction donnée par la Ministère de l'intérieur et des municipalités d'ouvrir une enquête, qui doit être minutieuse et crédible, comme l'a demandé ma Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

86. J'exhorte les autorités libanaises à appuyer la Commission nationale de défense des droits de l'homme et son mécanisme national de prévention de la torture. La mise en place de ce mécanisme et le fait de le doter de ressources suffisantes peuvent aider les autorités libanaises à garantir le respect des dispositions de la Convention contre la torture, y compris dans les lieux de détention. Je demande également au Président de faire prêter serment aux membres qui ont été nommés dans ces importantes entités.

87. J'encourage le Conseil des ministres à examiner rapidement et à appuyer comme il convient le projet de plan d'action national pour l'application de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité.

88. La générosité et l'hospitalité remarquables manifestées par le Liban qui accueille à titre provisoire des réfugiés syriens sont largement appréciées par la communauté internationale et l'ONU. Cette dernière continuera d'appuyer le Liban. Chacun sait cependant que cette hospitalité a un coût pour le pays. Je demande aux autorités libanaises et aux forces politiques aux échelons national et municipal d'éviter de tenir des propos incendiaires qui ne feront qu'envenimer les tensions entre les communautés d'accueil et les réfugiés. Il importe de respecter les garanties prévues par la loi et de préserver la dignité des réfugiés tandis que l'ONU et les partenaires internationaux s'efforcent collectivement d'instaurer les conditions propices à un retour massif, librement consenti, durable, dans la sécurité et dans la dignité, conformément aux vœux exprimés par la majorité des réfugiés syriens, au Liban et dans la région.

89. L'intervention de l'ONU au Liban face à la crise des réfugiés n'aurait pas été possible sans l'engagement indéfectible des bailleurs de fonds, ces huit dernières années. Je remercie les donateurs internationaux de la générosité exceptionnelle qu'ils ont manifestée une fois de plus, y compris par des engagements pluriannuels à la troisième Conférence de Bruxelles.

90. Pour ce qui est du Plan de gestion des répercussions de la crise syrienne au Liban, je demande aux donateurs de fournir un financement flexible pour permettre aux partenaires humanitaires de répondre aux besoins essentiels en matière de protection, notamment dans le cadre des questions entourant les implantations sauvages.

91. Je me félicite des mesures prises pour améliorer les conditions de sécurité dans le camp de Miyé-Miyé hébergeant des réfugiés de Palestine et me félicite de la coordination établie entre l'Armée libanaise et les factions palestiniennes pour parvenir à cet accord. J'engage les factions palestiniennes à le respecter pour veiller à la sécurité des habitants du camp et des populations libanaises alentour. Je remercie profondément les États Membres de leur confiance, de leurs contributions annoncées récemment et de leur attachement constant à la dignité et aux droits des réfugiés de Palestine. Ce financement est essentiel pour veiller à la stabilité des réfugiés de Palestine au Liban et pour permettre à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient de continuer d'assurer des services essentiels sans interruption. Cela lui permet de préserver la dignité et les droits des réfugiés de Palestine et de concourir à la stabilité de la région.

92. Je remercie tous les pays qui fournissent du personnel militaire et du matériel à la FINUL et au Groupe d'observateurs au Liban et les encourage à accroître le nombre de femmes dans les contingents de la FINUL. Je remercie mon Coordonnateur spécial pour le Liban, Ján Kubiš, et les membres de son bureau ; la FINUL, le Chef de la mission et commandant de la Force, le général de division Stefano Del Col, le personnel civil et militaire de la FINUL, qui est sous son commandement, ainsi que les membres de l'équipe de pays des Nations Unies.

Annexe I

Restrictions à la liberté de circulation du personnel de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban recensées du 18 février au 24 juin 2019

1. Le 11 mars, une patrouille du Groupe d'observateurs au Liban s'est retrouvée face à deux blocs de béton sur une route près de Blida (secteur est). En l'absence de personnel civil ou militaire dans le secteur, la patrouille a poursuivi sa tâche et emprunté une route voisine. D'après l'Armée libanaise, la route avait été bloquée par un propriétaire terrien à la suite d'un contentieux avec des habitants qui l'empruntaient et traversaient sa propriété. Après cet incident, la FINUL a effectué des patrouilles en passant par Blida 18 fois par semaine. Elle a établi des contacts avec le maire, pour trouver une solution permanente, en ce qui concerne la route.

2. Le 14 mars, un individu en civil a demandé à un véhicule de la FINUL de s'arrêter près de Kounin (secteur ouest). Par la suite, des voitures ont bloqué la route à l'avant et à l'arrière du véhicule de la FINUL. L'individu en civil a déclaré à la Force qu'il fallait attendre que l'Armée libanaise l'escorte pour qu'elle puisse poursuivre sa route. Une demi-heure plus tard, le même individu a indiqué à la FINUL qu'elle pouvait partir. L'Armée libanaise a été informée de l'incident. Le 18 mars, la FINUL s'est entretenue avec le maire de Kounin qui a déclaré qu'il n'approuvait pas le comportement de personnes bloquant la route. Il a conseillé à la FINUL de s'abstenir d'effectuer des patrouilles le long de routes étroites. Par la suite, la FINUL a effectué des patrouilles sans concours extérieur en passant par Kounin six fois par semaine, sans incident.

3. Le 27 mars, une patrouille de la FINUL s'est retrouvée face à un groupe d'enfants, debout sur une route près de Wadi Jilo (secteur ouest). La patrouille a cherché à faire demi-tour mais deux voitures se sont arrêtées derrière elles et lui ont barré la route. La patrouille a tenté à nouveau de faire demi-tour. Le premier des trois véhicules de la patrouille a réussi à quitter le secteur mais les deux autres ont été bloqués par 20 à 30 civils qui sont apparus peu après que les voitures avaient barré la route. Ils ont photographié la patrouille et tenté d'ouvrir les portières. La foule s'est dispersée au bout d'une dizaine de minutes, et la patrouille a pu poursuivre sa mission. L'Armée libanaise a été informée de cet incident. Le 28 mars, la FINUL a contacté le maire de Wadi Jilo qui a déclaré que « quelques garçons » avaient arrêté la patrouille car ils auraient vu certains de ses membres en train de prendre des photographies à l'intérieur du village, allégation réfutée par la FINUL. Le maire a désapprouvé le comportement des habitants mais en a minimisé la portée. Par la suite, la FINUL a effectué des patrouilles sans concours extérieur en passant par Wadi Jilo neuf fois par semaine, sans incident.

4. Le 9 avril, quatre individus en civil se sont approchés d'un des postes d'observation temporaires de la FINUL près de Ramiyé (secteur ouest) et se sont présentés comme des membres du Hezbollah. Ils ont déclaré à la patrouille de la FINUL que le poste d'observation temporaire était sur une propriété privée et que, de ce fait, la FINUL ne pouvait s'y rendre que si elle était accompagnée par l'Armée libanaise ou la police locale. Ils ont déclaré également aux Casques bleus qu'ils restaient dans le secteur « à leurs propres risques et périls ». La patrouille a conservé sa position au poste d'observation temporaire tout en cherchant, en vain, à contacter l'Armée libanaise, puis elle s'est déplacée dans une autre position à proximité, afin de continuer d'observer ce même secteur. À la suite de cet incident, la FINUL a établi des postes d'observation temporaire à Ramiyé six fois par semaine, qui lui permettent avoir une vue dégagée du secteur susmentionné.

5. Le 5 mai, une patrouille du Groupe d'observateurs au Liban a été arrêtée par un individu en civil, à la porte orientale du bureau de Green without Borders à Aïtaroun (secteur ouest). Il a déclaré que sur ordre du maire de Maroun el-Ras (secteur ouest), le Groupe devait être escorté par l'Armée libanaise sur cette route particulière. La patrouille a contacté le maire de Maroun el-Ras qui a confirmé que l'Armée avait bien donné cette instruction. L'Armée a rappelé que la FINUL devait obtenir une autorisation avant d'effectuer des patrouilles sur cette route. À la suite de cet incident, la FINUL a contacté le maire de Maroun el-Ras, qui a déclaré qu'il avait demandé au Groupe d'observateurs au Liban de soulever la question de l'accès avec l'Armée plutôt qu'avec les autorités locales. La FINUL a également évoqué l'incident avec l'Armée, qui a expliqué que la FINUL et le Groupe d'observateurs au Liban étaient autorisés à effectuer des patrouilles dans ce secteur et que l'incident s'était produit du fait de l'inexpérience du vigile à la porte d'entrée. La FINUL a effectué par la suite des patrouilles sans concours extérieur à 34 occasions et en étroite coordination avec l'Armée à 15 occasions. Le Groupe d'observateurs au Liban, ainsi que la FINUL et l'Armée, se sont rendus sur les lieux le 23 mai.

6. Le 10 mai, un convoi militaire de la FINUL constitué d'une voiture banalisée et d'un véhicule portant des plaques d'immatriculation de l'ONU, transportant du personnel militaire qui venait d'arriver au Liban dans le cadre d'une relève des contingents, a été arrêté à un poste de contrôle de l'Armée libanaise près de Kafra (secteur ouest). Elle a expliqué que les véhicules civils de la FINUL devaient être escortés dans ce secteur. Deux heures et demie plus tard, le convoi a pu poursuivre sa route, avec deux autres véhicules blindés de transport de troupes de la FINUL. À la suite de cet incident, la FINUL a effectué des patrouilles en passant par Kafra 52 fois par semaine en moyenne.

7. Le 29 mai, une patrouille du Groupe d'observateurs au Liban qui se trouvait près de Blida (secteur est) a été arrêtée par le maire de Mheïbeb (secteur est) et s'est vue refuser l'entrée au village. Le maire a prévenu que l'agressivité que pourraient manifester les habitants à la vue de la patrouille dans le village pouvait s'expliquer par leur répugnance à voir ces véhicules emprunter des ruelles étroites. Trois soldats de l'Armée libanaise, qui avaient été appelés par le maire, ont demandé au Groupe d'observateurs au Liban pourquoi ils entraient dans le village sans les en avoir informés, disant que la FINUL était chargée d'effectuer des patrouilles le long de la Ligne bleue et l'Armée de sécuriser le village. Une heure plus tard, l'Armée a escorté la patrouille du Groupe hors du village. Le 31 mai, la FINUL s'est entretenue à nouveau avec des représentants de l'Armée, qui ont souligné qu'il fallait coordonner avec elle toute patrouille future à Mheïbeb. À la suite de l'incident, la FINUL a effectué des patrouilles en passant par Mheïbeb trois fois par semaine en moyenne.

Annexe II

Application de l'embargo sur les armes

1. La présente annexe comprend un rapport sur l'application de l'embargo sur les armes, conformément à la résolution [2433 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité dans laquelle le Conseil a rappelé le paragraphe 15 de la résolution [1701 \(2006\)](#), aux termes duquel tous les États devaient prendre les mesures nécessaires pour empêcher, de la part de leurs ressortissants ou à partir de leurs territoires ou au moyen de navires de leur pavillon ou d'aéronefs de leur nationalité, la vente ou la fourniture d'armes et de matériel connexe à toute entité ou personne se trouvant au Liban, sauf autorisation du Gouvernement libanais ou de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL).
2. L'ONU continue de s'entretenir avec les États Membres au sujet d'allégations de transferts d'armes et des efforts faits face à de telles violations de la résolution [1701 \(2006\)](#).
3. En application du paragraphe 14 de la résolution [1701 \(2006\)](#) et conformément à la demande formulée en 2006 par le Premier Ministre libanais, le Groupe d'intervention navale de la FINUL a continué d'aider la marine libanaise à surveiller la frontière maritime et les points d'entrées au Liban en menant des opérations d'interdiction maritime et en aidant à empêcher l'entrée illégale d'armes ou de matériel connexe au Liban par voie maritime et a procédé à plus de 2 765 arraisonnements, ce qui a mené à quelque 801 inspections par les autorités libanaises. Aucune tentative de contrebande n'a été décelée durant ces activités.
4. Conformément au paragraphe 15 de la résolution [1701 \(2006\)](#), il appartient à tous les États de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher, entre autres, la vente ou la fourniture à toute entité ou individu situé au Liban d'armes et de matériel connexe de tous types.
5. L'ONU pourrait, conformément aux changements introduits pour améliorer l'établissement des rapports, mieux rendre compte de la situation si les États Membres fournissaient au Secrétariat des informations concrètes et détaillées sur les ventes ou fournitures d'armes et de matériel connexe et la fourniture de toute formation ou aide technique à toute entité au Liban autre que celles autorisées par le Gouvernement libanais.
6. L'ONU demeure déterminée à appuyer le respect par les parties de l'ensemble des dispositions de la résolution [1701 \(2006\)](#) et à en faire progresser l'exécution. Cela s'applique au respect de l'embargo sur les armes prévu au paragraphe 15 de la résolution [1701 \(2016\)](#) et à toute décision que le Conseil adopterait à cet égard.
7. J'attends avec intérêt la poursuite du dialogue entre le Conseil et ses membres afin de faire avancer notre objectif conjoint, à savoir l'application intégrale de la résolution [1701 \(2006\)](#).

Annexe III

Coordination et efficacité entre la Force intérimaire des Nations Unies au Liban et le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban

1. Comme suite à ma lettre du 31 décembre 2018 adressée au Président du Conseil de sécurité ([S/2018/1182](#)), la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et le Bureau du Coordonnateur spécial pour le Liban prennent actuellement des mesures en vue de renforcer leur coordination et leur efficacité, comme je l'avais recommandé.

2. Mon Coordonnateur spécial et le Chef de la mission et commandant de la Force ont resserré leur coordination au moyen d'un mécanisme officiel pour faire avancer les priorités stratégiques des deux missions dans l'application de la résolution [1701 \(2006\)](#), évaluer les progrès et élaborer des messages conjoints et des activités complémentaires avec les autorités nationales et les partenaires internationaux. Les domaines d'intérêt sont pour l'heure toute évolution relative à la question maritime et à la Ligne bleue, le renforcement des capacités et l'appui à l'Armée libanaise, y compris sa marine, et les mesures en vue d'un cessez-le-feu permanent. Le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban et la FINUL continuent également de coordonner leur planification des interventions d'urgence et leur état de préparation.

3. Conformément à la requête formulée par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2433 \(2018\)](#) d'améliorer l'efficacité des missions à moindre coût entre la FINUL et le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, un examen officiel du mémorandum d'accord entre les deux missions a été entrepris en 2018, au terme duquel il a été estimé qu'il demeurerait global et recouvrait bon nombre de domaines relatifs à la coordination de l'appui. Le mémorandum d'accord prévoit un appui au recouvrement des coûts dans les secteurs suivants : opérations financières, achats (la FINUL bénéficie d'une délégation de pouvoirs au nom du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban), comptabilisation en pertes et liquidation des biens du Bureau, fourniture de boîtes de rations, conseils techniques, systèmes de secours pour l'informatique, services voix-données, formations internes, transports terrestres, appui à la maintenance hors contrat et à la fourniture de pièces de rechange, octroi de permis de conduire, transports par voie aérienne du Coordonnateur spécial et le personnel qui l'accompagne entre Naqoura et Israël en vue de réunions liées à l'application de la résolution [1701 \(2006\)](#), appui médical et dédouanements.

4. Conformément à ma lettre susmentionnée au Président du Conseil de sécurité et avant le renouvellement du bail du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, en janvier 2020, le Bureau fera rapport au Comité des marchés, au Siège, avant la fin de l'année 2019 sur les mesures prises pour réévaluer la surface de bureau nécessaire, envisagera la possibilité d'une colocalisation à Beyrouth avec d'autres entités de l'ONU et étudiera le marché commercial en vue d'options plus économiques. À cette fin, le Bureau du Coordonnateur a établi un groupe de travail sur les locaux qui envisage les différentes options réalisables, y compris du point de vue de la sécurité. Un examen interne des options devrait éclairer l'évaluation de mon Coordonnateur spécial de l'incidence, sur les opérations et le personnel, de chaque option, afin de déterminer quel est le moyen le plus viable d'aller de l'avant.